



Conseil de sécurité

Distr. générale
7 mars 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 6 mars 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport ci-joint, présenté par le Yémen en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe en tant que document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité contre le terrorisme
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Note verbale datée du 14 mars 2002, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373
(2001) concernant la lutte antiterroriste par le Représentant
permanent du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Le Représentant permanent de la République du Yémen auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport du Gouvernement yéménite sur les mesures prises en application de cette résolution (voir pièce jointe).

New York

Pièce jointe

[Original: arabe]

Rapport du Yémen concernant l'application de la résolution 1373 (2001)**Au nom de Dieu clément et miséricordieux****Yémen**

Rapport présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001.

Vu que la notion de terrorisme n'a pas encore été définie, et que la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité n'en donne pas non plus de définition, l'on s'est fondé, pour l'établissement du présent rapport, sur les obligations incombant à la République du Yémen en vertu de la Convention arabe sur la suppression du terrorisme (1998), Convention qui établit une distinction entre le terrorisme et la lutte légitime contre l'occupation étrangère ainsi que sur les conventions internationales relatives à la lutte antiterroriste et la résolution 1333 (2000) du Conseil de sécurité.

Questions contenues au paragraphe 1 :

Alinéa a) – Quelles mesures, le cas échéant, ont été prises pour empêcher et supprimer le financement des actes terroristes en plus de celles énumérées dans vos réponses aux questions sur les alinéas 1 b) à 1 d)?

Réponse :

Le Conseil des ministres a publié, lors de sa séance du 2 janvier 2002, des instructions dans lesquelles il demandait au Vice- Premier Ministre, au Ministre des finances et au Gouverneur de la Banque centrale de prendre toutes les mesures voulues, s'agissant des transactions financières susceptibles d'avoir un quelconque rapport avec le financement du terrorisme et à cette fin, de surveiller et suivre de plus près les banques opérant au Yémen.

Alinéa b) – Quelles sont les activités énumérées dans cet alinéa qui constituent des infractions dans votre pays et quelles sont les peines applicables?

Réponse :

En vertu de la loi No 1 de 2002 qui régit la création, les statuts et les activités des associations et institutions privées, les pouvoirs publics sont tenus d'exercer un contrôle sur la constitution, les ressources et les activités de ces associations et institutions ainsi que sur les contributions et les donations dont elles bénéficient. En outre, ces versements doivent être préalablement approuvés, après vérification de leur source légale (dispositions de la loi No 1 de 2001 sur les associations et institutions privées, relatives aux sanctions applicables en cas d'infraction aux règles énoncées dans ladite loi).

Alinéa c) – Quelles dispositions législatives ou procédures existent dans votre pays pour le gel des comptes et avoirs détenus dans les banques et institutions

financières? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures pertinentes qu'ils auront prises.

Réponse :

La loi relative aux banques autorise la Banque centrale à geler les dépôts effectués dans des établissements bancaires, des bureaux de change et des institutions financières qui se comporteraient de manière malhonnête ou enfreindraient les lois en vigueur. En outre, le Conseil des ministres a récemment réitéré et renforcé ces dispositions en obligeant le Ministère des finances à les appliquer.

Alinéa d) – Quelles sont les mesures mises en place pour interdire les activités énumérées dans cet alinéa?

Réponse :

La loi No 1 de 2001 sur les associations et institutions privées prévoit de lourdes sanctions à l'encontre de ceux qui viendraient à enfreindre ses dispositions.

En outre, la loi pénale No 12 de 1994 prévoit des peines aggravées à l'encontre des associations et institutions privées qui contreviendraient aux buts et objectifs aux fins desquels elles ont été créées et dont les ressources serviraient à commettre des actes contraires aux lois en vigueur.

Questions contenues au paragraphe 2 :

Alinéa a) – Quelles mesures législatives ou autres avez-vous mises en place pour donner effet à cet alinéa? En particulier, quelles sont les sanctions pénales prévues dans votre pays pour réprimer i) le recrutement de membres de groupes terroristes; et ii) l'approvisionnement en armes des terroristes? Quelles autres mesures avez-vous prises pour empêcher ces activités?

Réponse :

À l'Article 36 de la Constitution de la République yéménite, il est stipulé que l'État est responsable de la création des forces armées, des forces de police, des services de sécurité et des autres forces qui sont la propriété de tout le peuple, qu'aucune instance, ni aucun individu, groupement, organisme ou parti politique n'a le droit de constituer, sous quelque appellation que ce soit et quel que soit l'objectif visé, des forces ou des groupes militaires ou paramilitaires, et que le Ministère de la défense est l'instance habilitée à enrôler des soldats.

Alinéa b) – Quelles autres mesures prenez-vous pour empêcher que des actes de terrorisme ne soient commis et, en particulier, quels mécanismes d'alerte rapide avez-vous mis en place pour pouvoir échanger des renseignements avec d'autres États?

Réponse :

La République du Yémen, qui attache depuis déjà fort longtemps une importance particulière à la lutte contre le terrorisme, a signé et ratifié neuf conventions internationales relatives au terrorisme. En outre, le Gouvernement yéménite a approuvé trois autres conventions internationales et est en train de mener la procédure constitutionnelle pertinente à son terme, de même qu'il a signé et ratifié des conventions bilatérales en matière de sécurité avec l'Arabie saoudite,

l'Égypte, Djibouti et la Tunisie ainsi que la Convention arabe sur la suppression du terrorisme et la Convention de l'Organisation de la conférence islamique sur la lutte contre le terrorisme international.

En outre, le Yémen s'emploie, en usant de tous les moyens disponibles, à mettre fin à toutes les activités et à tous les actes criminels et terroristes. Pour ce faire, il a créé une force de police spéciale à laquelle il a fourni les ressources dont il disposait et il a équipé les aéroports et les ports de systèmes de surveillance automatisés pour faciliter la détection des infractions susmentionnées.

Alinéa c) – Existe-t-il des lois ou des procédures interdisant de donner asile aux terroristes – par exemple, des lois visant à exclure ou à expulser les types de personnes visés à cet alinéa? Il serait utile que les États donnent des exemples des mesures prises à cet égard.

Réponse :

La loi No 47 de 1991 sur l'entrée et le séjour des étrangers et le décret d'application de cette loi (décret No 4 de 1994) stipulent que tous les individus dépourvus d'une autorisation préalable ou qui figurent sur la liste des personnes indésirables se verront interdire l'entrée sur le territoire yéménite, qu'aucun non-Yéménite ne pourra pénétrer au Yémen avant d'avoir obtenu un visa dans son pays d'origine, et que le Yémen n'accordera pas l'asile aux terroristes, ni à ceux qui commettent, financent ou appuient des actes de terrorisme.

Alinéa d) – Existe-t-il des lois ou des procédures empêchant que des terroristes n'utilisent votre territoire pour commettre des actes de terrorisme contre d'autres États ou contre les citoyens de ces États? Il serait utile que les États donnent des exemples de mesures prises à cette fin.

Réponse :

Le Yémen a promulgué la loi No 24 de 1998 sur les rapt et les enlèvements à main armée. En outre, il a ratifié, et conclu avec d'autres États, un certain nombre d'accords internationaux et bilatéraux sur la sécurité auxquels il est devenu partie et qui interdisent d'utiliser le territoire d'un État pour attaquer d'autres États ou les citoyens de ces États.

Alinéa e) – Quelles mesures avez-vous prises pour que les actes de terrorisme soient érigés en infractions graves et pour que la peine infligée soit à la mesure de la gravité de ces actes? Veuillez donner des exemples des condamnations obtenues et des peines prononcées.

Réponse :

On trouvera, dans la réponse à l'alinéa d) du paragraphe 2, une réponse partielle à cette question. En outre, plusieurs auteurs d'actes de terrorisme ont été jugés en vertu de la loi No 24 de 1998 et condamnés par les tribunaux compétents à diverses peines allant de l'emprisonnement à la peine capitale.

Alinéa f) – Quelles procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour aider les autres États? Veuillez donner des détails sur la manière dont ces procédures et mécanismes ont été utilisés dans la pratique.

Réponse :

Plusieurs accords régionaux, internationaux et bilatéraux ont été conclus. Ces accords énoncent les procédures et mécanismes que le Yémen met à la disposition des autres États parties.

Alinéa g) – Comment les contrôles effectués aux frontières de votre pays empêchent-ils les mouvements de terroristes? Quelles procédures appliquez-vous à cette fin pour la délivrance de documents d'identité et de documents de voyage? Quelles mesures avez-vous prises pour empêcher la contrefaçon, etc., de ces documents?

Réponse :

L'Office de l'immigration et des passeports qui relève du Ministère de l'intérieur surveille, en collaboration avec les autres services de sécurité de ce même ministère et avec les autres organismes chargés de la sécurité, les ports d'entrée et de sortie terrestres, aériens et maritimes du Yémen et les procédures qu'il a mises en place empêchent les mouvements de terroristes ou de groupes terroristes en direction et en provenance du territoire yéménite. En outre, le Ministère de l'intérieur est en train de prendre des mesures d'ordre exécutif en application de la décision du Conseil de défense national portant création d'une unité spéciale de gardes-frontière, et il a pris des mesures en vue de lutter contre la contrefaçon ou l'altération de pièces d'identité et de documents de voyage.

Questions contenues au paragraphe 3 :

Alinéa a) – Quelles mesures avez-vous prises pour intensifier et accélérer l'échange d'informations opérationnelles dans les domaines visés à cet alinéa?

Réponse :

Les accords internationaux, régionaux et bilatéraux auxquels notre pays est partie (la Convention arabe sur la suppression du terrorisme, la Convention de l'Organisation de la Conférence islamique sur la lutte contre le terrorisme international et les accords bilatéraux) prévoient des échanges d'informations dans les domaines visés ci-dessus.

Alinéa b) – Quelles mesures avez-vous prises pour échanger des renseignements et coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Réponse :

Voir la réponse à l'alinéa a) du paragraphe 3.

Alinéa c) – Quelles mesures avez-vous prises pour coopérer dans les domaines visés à cet alinéa?

Réponse :

Les accords internationaux, régionaux et bilatéraux auxquels le Yémen est partie stipulent que les échanges d'informations font partie des obligations qui incombent à notre pays en vertu de cette adhésion. Les autorités compétentes échangent des informations avec les États qui ont conclu avec le Yémen des accords bilatéraux en la matière.

Alinéa d) – Quelles sont les intentions de votre gouvernement en ce qui concerne la signature ou la ratification des conventions et protocoles visés à cet alinéa?

Réponse :

Le Yémen a ratifié les neuf instruments internationaux ci-après :

1. Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs. Signée à Tokyo le 14 septembre 1963 et ratifiée le 25 août 1986.
2. Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs. Signée à La Haye le 16 décembre 1970 et ratifiée le 15 mars 1983.
3. Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile. Conclue à Montréal le 23 septembre 1971 et ratifiée le 19 mai 1998.
4. Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale. Conclu à Montréal le 24 février 1988 et ratifié le 20 mai 2000.
5. Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1973 à New York et ratifiée le 21 décembre 1986.
6. Convention internationale contre la prise d'otages. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 17 décembre 1979 et ratifiée le 20 mai 2000.
7. Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime. Conclue à Rome le 10 mars 1988 et ratifiée le 20 mai 2000.
8. Protocole à la Convention du 10 mars 1988 pour la répression d'actes illicites contre la sécurité des plates-formes fixes situées sur le plateau continental. Conclu à Rome le 10 mars 1988 et ratifié le 20 mai 2000.
9. Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 15 décembre 1997 à New York et ratifiée le 4 décembre 2000.

En outre, à la trente neuvième session ordinaire du Conseil des ministres tenue le 2 octobre 2001, le Gouvernement de la République du Yémen a accepté d'adhérer à trois autres conventions internationales relatives au terrorisme, et ce en vertu des décrets ci-après :

Décret No 281 approuvant l'adhésion à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (New York, le 9 décembre 1999).

Décret No 282 approuvant l'adhésion à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires (New York et Vienne le 3 mars 1980).

Décret No 283 approuvant l'adhésion à la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection (Rome le 1er mars 1991).

En outre, le Conseil des ministres a approuvé, par son décret No 284 de 2001, le texte de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

Alinéa e) – Donner tous renseignements pertinents sur l'application des conventions, protocoles et résolutions visés à cet alinéa

Réponse :

La République du Yémen est fermement décidée à appliquer les dispositions des instruments auxquels elle est partie.

Alinéa f) – Quels lois, procédures et mécanismes avez-vous mis en place pour vous assurer que les demandeurs d'asile n'ont pas participé à des activités terroristes avant de leur octroyer le statut de réfugié? Veuillez citer des exemples à ce sujet.

Réponse :

Le problème des réfugiés au Yémen est traité dans le cadre de la collaboration qui s'est instaurée entre le Ministère de l'intérieur et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et sur la base des cas de demande d'asile et des critères retenus par le Haut Commissariat aux fins de l'octroi du droit d'asile, en application de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs à cette question.

Alinéa g) – Quelles procédures avez-vous mises en place pour empêcher que les terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié?

Réponse :

La République du Yémen accorde le droit d'asile à tous ceux qui peuvent y prétendre, en vertu de la Convention de Genève de 1951 et du Protocole de 1967.

Le Yémen a aussi conclu des accords de sécurité bilatéraux en vertu desquels il est interdit d'octroyer le droit d'asile à quiconque se livrerait à des activités terroristes.
